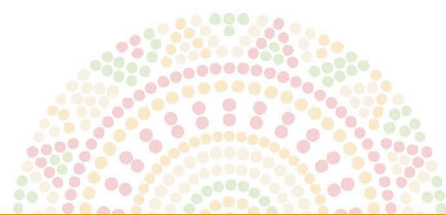


PAC | **13^{ème} Conférence Panafricaine**
sur les Flux Financier Illicites et La Fiscalité



Thème :
Honorer un héritage,
Construire un avenir :
Une décennie du rapport HLP



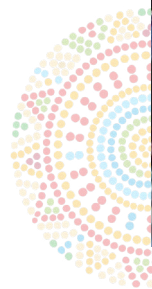
7-10, Oct 2025



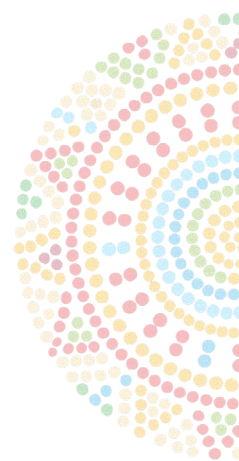
Johannesburg, Afrique du Sud

NOTE CONCEPTUELLE





Introduction



Le Réseau africain pour la justice fiscale (TJNA), en collaboration avec la Commission de l'Union africaine (CUA), le Forum africain sur l'administration fiscale (ATAF), International Development Economics Associates (IDEAs) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), organisera la 13e Conférence panafricaine sur les flux financiers illicites et la fiscalité (PAC) à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 7 au 10 octobre 2025.

En outre, PAC 2025 sera organisée conjointement avec un groupe plus large de partenaires stratégiques, notamment AFRODAD, Akina Mama wa Afrika, FEMNET, Global Alliance for Tax Justice (GATJ), le PNUD, Oxfam Afrique, SID Civil Society FfD Mechanism, Trust Africa, UNU-Wider et Youth for Tax Justice Network (YTJN), qui contribueront à la réussite de la conférence par leur expertise technique, leur plaidoyer et la mobilisation de leurs membres.

PAC 2025 marque le dixième anniversaire de la publication du rapport du Groupe de haut niveau (HLP) sur les flux financiers illicites (FFI) en provenance d'Afrique. Il offre une occasion unique de faire le point sur les progrès accomplis, de relancer la dynamique et de s'attaquer aux défis structurels persistants qui favorisent la fuite des ressources du continent.

Il évaluera également de manière critique la manière dont les engagements politiques pris il y a dix ans ont tenu compte des contraintes structurelles des systèmes d'injustice plus profonds qui sous-tendent les ordres financiers mondiaux et nationaux.

Cette année, PAC cherchera à approfondir son programme en plaçant la fiscalité au cœur des défis économiques et politiques les plus urgents de l'Afrique, à savoir : la paix et la sécurité, l'industrialisation, la gouvernance des minéraux critiques et la reconfiguration de l'architecture financière mondiale. Ces discussions donneront la priorité à la justice, à l'équité et à la souveraineté, remettant en question les paradigmes extractifs et repensant la politique fiscale comme un outil de développement transformateur.



Contexte

Dix ans après le lancement du rapport du Groupe de haut niveau, l'Afrique reste confrontée à des crises qui soulignent l'urgence de finances publiques justes et efficaces. Les mesures d'austérité, le service et le remboursement de la dette, les chocs climatiques et les règles économiques mondiales inégales continuent de limiter la capacité des États à collecter et à déployer équitablement les ressources publiques. Parallèlement, une nouvelle génération de citoyens africains, en particulier les femmes et les jeunes, réclame de plus en plus ouvertement la transparence et la responsabilité en matière de gouvernance, ainsi que des systèmes fiscaux équitables.

Les flux financiers illicites continuent de priver le continent de milliards d'euros par an, drainant les ressources nécessaires pour investir dans des secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation et la protection sociale. Dans le même temps, les systèmes fiscaux nationaux africains reflètent souvent les inégalités historiques : ils reposent largement sur des taxes à la consommation qui pèsent de manière disproportionnée sur les pauvres, ne valorisent pas les soins non rémunérés et privilégient le capital au détriment du travail. En outre, les règles fiscales mondiales continuent d'être élaborées sans influence significative de l'Afrique, tandis que les sociétés transnationales et les élites bénéficient de juridictions secrètes et d'échappatoires juridiques, en grande partie en raison des défis systémiques qui perpétuent le flux de ressources hors de l'Afrique.

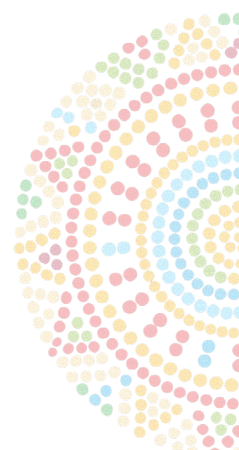
Ces injustices ne sont ni accidentelles ni neutres : elles sont enracinées dans l'histoire coloniale, les modèles économiques patriarcaux et la marginalisation des voix africaines dans l'établissement des normes internationales. Pour y remédier, il faut des changements politiques audacieux fondés sur l'équité, la justice et l'autodétermination.

Raison d'être

PAC 2025 vise à interroger et à recadrer l'architecture fiscale actuelle, à la fois mondiale et nationale, en positionnant la fiscalité non pas comme une simple question technique, mais comme un impératif politique, développemental et éthique pour la transformation structurelle et comme un moyen de redistribuer les richesses et de réduire le pouvoir des entreprises qui sont à l'origine des FFI sur le continent.

La conférence sera l'occasion

- explorer les progrès réalisés dans la lutte contre les FFI par les institutions partenaires et les lacunes identifiées
- Considérer la fiscalité comme un facteur de stabilité sociale et politique, en reconnaissant son rôle dans la mise en place d'États responsables.
- Explorer les voies permettant de tirer parti de la fiscalité pour soutenir une industrialisation inclusive et équitable, fondée sur l'intégration régionale, le travail décent et la redistribution du pouvoir économique.
- s'engager dans la gouvernance des minerais essentiels de l'Afrique et dans l'adoption d'outils de sécurité fiscale

- 
- Affirmer le leadership de l'Afrique dans l'élaboration d'une architecture financière mondiale plus juste, en particulier à la lumière de la dynamique autour d'une convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale.
 - Explorer les dimensions sexospécifiques de la fiscalité et les contributions féministes à la politique fiscale.

Tout au long de ces discussions, PAC 2025 remettra en question les récits dominants qui dépeignent les pays africains comme des sites de risques et de déficits. Au contraire, il cherchera à amplifier les connaissances, les stratégies et les solutions générées sur le continent.

Public cible

PAC 2025 réunira une communauté large et représentative d'acteurs travaillant à l'intersection de la fiscalité, du développement et de la justice :

- Les décideurs politiques des ministères des finances, des autorités fiscales et des agences de régulation
- Les parlementaires, les institutions de contrôle et les organismes de lutte contre la corruption
- Les féministes, les organisateurs de jeunesse, les syndicalistes, les journalistes et les mouvements de justice sociale
- Les universitaires, les groupes de réflexion et les instituts de recherche
- Organisations régionales et internationales et partenaires du développement

Structure and Sessions

PAC 2025 présentera un riche mélange de formats conçus pour promouvoir le dialogue critique, la réflexion stratégique et la formation de coalitions :

- **Cérémonie d'ouverture et réception de bienvenue** pour donner le coup d'envoi officiel de PAC 2025 et présenter les discours liminaires des co-organisateurs.
- **Plénières de haut niveau** réunissant des dirigeants africains, des membres du groupe de haut niveau et des champions nationaux et régionaux.
- **Dialogues sur l'économie politique** centrés sur les connaissances issues des perspectives féministes, décoloniales et populaires.
- **Opportunités de mise en réseau** pour soutenir la construction d'alliances et d'initiatives conjointes
- **Dîner culturel** pour célébrer le leadership dans la lutte contre les FFI.

Résultats attendus

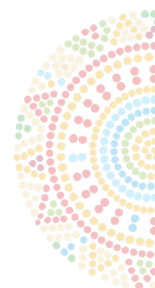
PAC 2025 vise à produire les résultats suivants

- Des recommandations claires, audacieuses et applicables pour réformer l'architecture fiscale de l'Afrique
 - Des engagements politiques renouvelés pour faire progresser la justice fiscale et freiner le FFI
 - Des réseaux et des coalitions renforcés à travers les mouvements, les secteurs et les frontières
 - Un discours revitalisé sur la fiscalité qui reflète les valeurs, les priorités et la vision de l'Afrique en matière de justice.
- 

Conclusion

PAC 2025 rendra hommage au passé tout en établissant l'agenda de la prochaine décennie de justice fiscale africaine. Dans un monde de plus en plus marqué par l'inégalité, l'extractivisme et l'exclusion, la conférence mettra l'accent sur des solutions africaines fondées sur la justice, la dignité et la souveraineté.

Elle offrira un espace pour réimaginer la fiscalité comme un outil non seulement de collecte de revenus, mais aussi de transformation économique, de renouveau démocratique et de libération.



Partenaires PAC :



Financé par :





Pour plus d'information, veuillez contacter :

1. Christine Mutinda
Tel : +254 718 726 150
Engagement des parties prenantes et
sensibilisation - Chargé de communication
cmutinda@taxjusticeafrica.net
2. Xavier Ndalila
Tel: +254 715 332 255
Responsable de la logistique
xndalila@taxjusticeafrica.net

Réseau Africain pour la Justice Fiscale (TJNA)
Jaflo Brookside | House No: 3 | 106 Brookside
Drive | Westlands
B.P. 25112-00100 | Nairobi | KENYA
www.taxjusticeafrica.net